LA LETTRE
DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

MISSION INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE – SHFD

REVUE DE PRESSE

***Investissements chinois : les États-Unis plus interventionnistes en Europe*, Les Échos, 31 janvier 2017**

Depuis quelques mois, le CFIUS, autorité américaine de contrôle des investissements étrangers, a accru son intervention en Europe pour faire rejeter des projets de transactions avec la Chine. Une coopération entre européens et américains a notamment permis le blocage de la cession de Lumileds, du néerlandais Philips à un consortium chinois (finalement cédé à l'américain Apollo) ainsi que le rachat d'Aixtron (semi conducteurs). Alors que cette tendance pourrait s'accentuer sous l'administration Trump, un nouveau type d'assurance à destination des acheteurs étrangers –en particulier chinois– a été développé pour couvrir les frais de rejets.

***Les pôles de compétitivité ont eu un impact « inégal » sur la performance des entreprises*, Les Échos, 2 février 2017**

Selon une étude menée par France Stratégie, la création des pôles de compétitivité a eu un effet positif sur la recherche et développement dans les entreprises concernées, mais avec un impact inégal sur leurs performances. Pour 1 euro de financement public, ce sont en moyenne près de trois euros qu'une entreprise membre d'un pôle a pu engager. Il n'y aurait eu en revanche aucun effet significatif quant au nombre de brevets déposés, au chiffre d'affaires, au volume des exportations, sur l'emploi ou la productivité. Ce bilan contrasté pourrait s'expliquer par un recul encore insuffisant, compte tenu de la durée nécessaire à la maturation de certains projets.

***Bpifrance fait le bilan de son premier quinquennat*, Les Échos, 31 janvier 2017**

Issue de la fusion de trois structures (FSI, CDC entreprises et FSI régions), la Banque publique d'investissement a « radicalement » changé d'intensité et de nature, selon son directeur général, Nicolas Dufourcq. Depuis 2012, elle a notamment considérablement accru son intervention en prêts et en aides à l'innovation et a développé les missions de conseil et d'accompagnement des entreprises. Afin de renforcer l'accompagnement des PME, la BPI souhaite également que chaque région initie des programmes de « coaching » sur le modèle de ceux qu'elle a elle-même expérimentés avec quelques start-up, PME et ETI.

***Cyberattaques, catastrophes, réputation : l'ére de l'aléatoire*, Les Échos, 1er février 2017**
Confrontées à des risques multiples et à une période d'incertitudes sans précédent, les entreprises doivent s'adapter. Catastrophe naturelle et crue de la seine, terrorisme, attaques cyber, les modèles de risques éprouvés, fondés sur la probabilité d'événements, ne sont plus d'actualité. Les entreprises doivent renforcer leur résilience, même face au plus improbable des scénarios. Le risque majeur est la mort de l'entreprise. Les principales préoccupations sont donc l'interruption d'activité, devant les risques cyber puis les catastrophes naturelles. Mais la disparition de l'entreprise peut aussi résulter de la transformation de l'économie (digitalisation, uberisation…). Aux *risk-managers* d'alerter et d'accompagner les transformations nécessaires pour s'adapter.

L'ACTUALITÉ DE LA POLITIQUE PUBLIQUE D'IE

Afin de réaffirmer et optimiser la capacité de la gendarmerie en matière de renseignement économique, la section Intelligence économique territoriale de la Gendarmerie nationale devient la section *Sécurité ÉCOnomique et Protection des Entreprises* (SECOPE). La DGGN marque ainsi sa volonté de donner une nouvelle impulsion au dispositif, tout en lançant une expérimentation visant notamment à évaluer la remontée du renseignement en matière d'IE.
Par ailleurs, un premier séminaire intitulé « sécurité économique et protection des entreprises » s'est déroulé les 2 et 3 février derniers afin d'accroître les compétences des officiers adjoints au renseignement.

Le 22 février, la mission IE a participé à une réunion organisée par la Direction générale du trésor, à Bercy, concernant les investissements étrangers en France et le suivi des lettres d'engagement.

A LA RENCONTRE DES ENTREPRISES

Cybersécurité : toutes les entreprises sont concernées, *bpifrance*
Bpifrance a mis en ligne une infographie interactive qui présente 12 règles essentielles pour prévenir au quotidien les risques en matière de sécurité numérique.
Ces réflexes simples doivent permettre aux entreprises de mieux protéger leurs données sensibles.
http://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Cybersecurite-toutes-les-entreprises-sont-concernees-30829

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre site intranet : http://shfd.minint.fr/
Lettre de l'intelligence économique : abonnement - désabonnement